

Catherine MacGregor (CEO d'Engie) :

"Le nucléaire n'est pas compatible avec une politique 'stop and go'"



La directrice générale d'Engie, Catherine MacGregor, était en visite à Bruxelles ce jeudi. ©PHOTOPQR/LE PARISIEN/MAXPPP

MAXIME VANDE WEYER

17 novembre 2023 06:00

Pour Catherine MacGregor, la joint-venture entre l'État belge et Engie qui encadrera la prolongation du nucléaire apporte suffisamment de garanties en cas de revirement politique potentiel futur.

En visite en Belgique ce jeudi, la directrice générale d'Engie, Catherine MacGregor, n'a pas évoqué de freins dans la dernière ligne droite des négociations avec l'État belge sur la prolongation des réacteurs Doel 4 et Tihange 3 pour une durée de 10 ans.

"Nous avons dit au marché que nous visions le quatrième trimestre [pour conclure l'accord]. En ce qui me concerne, nous sommes dans les temps"

CATHERINE MACGREGOR
CEO D'ENGIE

Lors d'une rencontre avec la presse belge, elle a rappelé que la date butoir du 31 octobre avancée par l'État belge n'était pas celle d'Engie. "Nous avons dit au marché que nous visions le quatrième trimestre. En ce qui me concerne, nous sommes dans les temps", a-t-elle souligné. "Aujourd'hui, nous sommes dans le déroulement normal de ce type de processus. Le travail législatif devra se faire entre la signature et le closing du deal et il faudra l'approbation par la Commission européenne, c'est pour cela qu'il est important que nous signions bientôt. Mais mes interactions avec le gouvernement me rendent raisonnablement optimiste sur le fait que les deadlines seront tenues".

Besoin de certitudes

Plus tôt ce mois-ci, la patronne avait aussi insisté sur le besoin de garanties apportées par l'État belge afin d'éviter qu'un revirement politique ultérieur ne vienne remettre en question la prolongation. Interrogée sur ce point, Catherine MacGregor est restée évasive, tout en rappelant les impératifs de certitudes à long terme indispensables à l'industrie nucléaire. Peut-être la question a-t-elle été résolue entre-temps.

"Avec la joint-venture et la participation de l'État dans les réacteurs prolongés, nous avons structuré le deal de façon à réduire le risque lié à de futurs revirements d'opinions."

CATHERINE MACGREGOR

CEO D'ENGIE

"Sans parler de la Belgique en particulier, si un gouvernement fait le choix du nucléaire, il doit comprendre que c'est un engagement à long terme. Je crois que la longévité et la continuité sont essentielles au nucléaire. Le nucléaire n'est pas compatible avec une politique 'stop and go'. C'est au gouvernement de prendre une décision et de s'y tenir", a-t-elle insisté. "C'est au gouvernement de décider, et pas pour les 10 ou 20 prochaines années, mais pour les siècles à venir", a-t-elle poursuivi.

Sur la question des garanties, Catherine MacGregor a semblé juger que l'accord en son état actuel apportait suffisamment de certitudes. "Avec la joint-venture et la participation de l'État dans les réacteurs prolongés, nous avons structuré le deal de façon à réduire le risque lié à de futurs revirements d'opinions", a-t-elle estimé.

Et une prolongation pour 20 ans ?

Vu la position de la directrice d'Engie sur l'importance d'avoir des certitudes à long terme, la question d'une prolongation supérieure à 10 ans a resurgi. "La sécurité d'abord", nous a-t-elle rétorqué. *"Je suis parfois étonnée que certains omettent la réalité. Nos centrales ont 35 à 45 ans et les faire fonctionner est un défi du point de vue des exigences de sûreté. Les 10 ans de prolongation peuvent bien sûr devenir 20 ans, mais ce n'est pas une question que nous nous posons aujourd'hui. Nous allons d'abord essayer de réussir la prolongation visée par l'accord, et puis nous verrons si le contexte économique ou la situation de la sécurité d'approvisionnement justifie une extension ultérieure. Ce n'est pas sur la table actuellement",* a embayé Thierry Saegeman, l'actuel CEO d'Electrabel, récemment promu au comité exécutif à Paris.

"Il n'est pas question de prévoir une autre prolongation 'à la va vite'."

THIERRY SAEGEMAN

CEO D'ELECTRABEL

Les deux dirigeants ont également fermé la porte à d'éventuelles prolongations d'autres réacteurs, rappelant les difficultés propres à chaque unité (l'âge pour Doel 1 et 2 et Tihange 1, la mise à l'arrêt actée pour Doel 3 et Tihange 2). *"Il n'est pas question de prévoir une autre prolongation 'à la va vite'. Nous sommes concentrés sur la prolongation de Doel 4 et Tihange 3 et espérons le redémarrage pour 2025",* a conclu Thierry Saegeman.